



Le Mans le 11 janvier 2019

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

LETTRE OUVERTE

Monsieur le Président de la République,

Au niveau national, nos organisations avaient demandé, par courrier du 10 septembre dernier, à rencontrer Monsieur Gilles Le Gendre le 3 octobre, afin de lui remettre les 250 000 pétitions des retraités protestant contre la hausse de la CSG. « On » leur a fait savoir que Monsieur Le Gendre n'avait pas reçu cette demande. Faute de réponse, elles ont adressé ce courrier à son assistant parlementaire.

Or à ce jour, exception faite de votre allocution du lundi 10 décembre et des informations communiquées par votre gouvernement en date du lundi 17 décembre, nos organisations restent sans réponse. A ce sujet, une fois de plus, force est de constater, que les retraités sont les moins bien considérés avec l'application de vos mesures concernant la CSG, reportées pour eux au 1^{er} juillet 2019.

Une grande majorité de retraités a la conviction que, de réforme en réforme, ce gouvernement et la majorité parlementaire ont fait un choix unique, celui d'appauvrir l'ensemble de ceux-ci et de mettre en cause la retraite comme un droit acquis par des années de cotisations.

Jamais le divorce des retraités avec un gouvernement n'a été aussi fort. Pour preuve, l'importance du nombre de syndicats et associations ayant appelé à la journée d'action nationale du 18 octobre dernier. Faisant suite à de nombreuses autres actions unitaires des retraités depuis 2014, jamais autant d'associations de retraités n'ont relayé la journée nationale d'action organisée par nos 9 organisations pour appeler leurs adhérents à participer aux différentes mobilisations. Cela allait des syndicats aux organisations agricoles ou associations d'artisans et commerçants. Elles représentaient ainsi des centaines de milliers de retraités.

Nous ne comprenons pas que le gouvernement et votre groupe parlementaire restent sourds face à cette colère.

Dans notre lettre du 10 septembre, nous vous rappelions tout ce que les retraités ont subi :

- Les 0,5 % de la CRDS.
- Le 0,3 % de la CASA.
- La suppression de la 1/2 part fiscale pour les personnes vivant seules ayant élevé au moins un enfant.
- La fiscalisation de la majoration familiale de pension.
- Plusieurs années de gel des pensions.
- L'augmentation de la CSG de 1,7 point au 1er janvier 2018 pour la majorité des retraité-e-s.

- Le report de la revalorisation des pensions de base du 1^o octobre au 1^o janvier. Cette revalorisation aurait dû intervenir au 1er octobre. Ainsi, le gouvernement a supprimé cette augmentation pour les trois derniers mois de 2018, abaissant un peu plus le pouvoir d'achat des retraité-e-s.
- Le journal « Les Echos » évalue à 380 millions l'économie sur ce dernier trimestre. **Depuis 2009, ces**
- **« nantis » de retraités ont perdu un an de revalorisation**, soit plus de 1,5 milliard € pour les 4 trimestres de 2018 !
- L'annonce des 0,3% de revalorisation des pensions pour 2019 et 2020, inférieures à l'inflation officiellement établie à 1,6%, bafouant les mesures gouvernementales antérieures.
- Par ailleurs, ils appréhendent les conséquences du « Reste à charge zéro ».
- Autre découverte : l'augmentation des mutuelles due au désengagement de la Sécurité sociale.
- Nous avons également toutes les raisons d'être inquiets de ce que sera le PLFSS 2019.

Le Premier ministre transforme des millions de retraités en variable d'ajustement budgétaire ! C'est le marché qui décide. Nos organisations constatent qu'ils perdront 1/3 d'un mois de pension en 2018, 1/2 mois en 2019 et 2/3 de mois en 2020, de plus en plus chaque année.

Plus d'un million de retraités ont un revenu inférieur à 1 000 euros par mois. Nous ne comprenons pas qu'on puisse laisser dire qu'il est normal qu'ils participent à l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, ils voient bien que le développement de la pauvreté des retraités ne remédie pas à la faiblesse du pouvoir d'achat des salariés ou à l'ampleur du chômage. Elle ne profite qu'aux plus riches, sans résultat positif pour l'économie du pays. L'injustice est flagrante.

Et, bien qu'on les assure que la future réforme des retraites ne les concernera pas, ils voient mal comment la transformation en un régime universel par point pourrait ne pas avoir d'impact sur la valeur de service des points acquis. Et la future réforme aura bien un impact sur les pensions de réversion à venir faute de savoir dans quelles conditions se ferait leur liquidation.

C'est aussi une nouvelle bombe lancée par le gouvernement contre la Sécurité sociale : après la menace de la suppression de la Sécurité sociale dans la Constitution, cette fois, vous souhaitez mettre fin au principe défini par l'article L. 131-7 du Code de la Sécurité sociale, selon lequel l'État se doit de compenser à la Sécurité sociale toute perte de recettes que lui occasionnerait une décision prise par l'exécutif. Une première depuis la création de la Sécurité sociale.

Parvenant difficilement à rencontrer les députés dans les circonscriptions, beaucoup de retraités sont ulcérés par des propos tenus par certains représentants de la REM, par leur mépris déclaré ou même leur ignorance de la situation de millions de retraités.

En conséquence, nous réitérons notre demande d'une entrevue, pour faire suite aux propos de M. LE GENDRE le dimanche 28 novembre sur France Inter et nous le citons : « la capacité d'écoute du Président de la République et du Premier ministre est absolument incomparable ».

Dans l'attente d'une réponse positive, recevez, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre respectueuse considération.

Pour nos organisations Sarthoises,

CGT : usrcgt72@orange.fr	responsable	Jean-Pierre Bachelot
FO : udfo72@force-ouvriere.fr	responsable	Gilbert Charrier
FSU : f72@fsu.fr	responsable	Patrick Coulon
FGR-FP72 : difgrfp72@gmail.com	responsable	Danièle Réolid- Meignan
LSR : bruneaudaniel114@gmail.com	responsable	Daniel Bruneau
ARAC : arac72@wanadoo.fr	responsable	Michel Hornyak
CFE-CGC UNIR : ud72@cfecgc.fr	responsable	Jacques Launay